
Mexique : la lutte permanente des populations indigènes contre l'exploitation forestière illégale

Pour les défenseurs de l'écologie mexicains, la lutte continue. Les activistes qui cherchent à protéger leurs écosystèmes sont toujours menacés par les exploitants illégaux et par l'inaction des autorités gouvernementales.

Dans ce contexte s'insère le cas de l'environnementaliste Ildefonso Zamora, de sa famille et de son village, San Juan Atzingo, situé dans la municipalité d'Ocuilán de l'État de Mexico. Ildefonso Zamora travaille depuis 1998 à attirer l'attention du public vers le problème de l'exploitation forestière illégale dans sa communauté. Celle-ci jouxte le Parc national des lacs de Zempoala, une zone considérée comme l'une des 15 'régions critiques' affectées par la coupe illégale dans le pays. Le parc est situé à l'intérieur de ce que Greenpeace appelle « la grande forêt d'eau », qui héberge deux pour cent de la diversité biologique du monde et fournit trois quarts de l'eau consommée dans la ville de Mexico, en plus de contribuer à atténuer le changement climatique et ses effets sur la région.

Ces dernières années, Ildefonso, les membres de sa famille et des partenaires de leur propriété communale indigène ont subi des menaces de la part des exploitants clandestins. Des incidents divers ont eu lieu, dont des coups de feu tirés autour de leurs maisons, des menaces de mort, des confrontations dans des véhicules sur l'autoroute ; même le maire local a été menacé.

L'attaque la plus grave contre ces défenseurs de la forêt a été le meurtre du fils d'Ildefonso, Aldo, de 21 ans, abattu sur l'autoroute par un groupe de bûcherons illégaux en mai 2007. Il a fallu attendre rien moins que 79 jours pour que deux des hommes impliqués soient arrêtés. Neuf mois après la mort d'Aldo, les deux autres assassins sont toujours en liberté, en dépit d'avoir été clairement identifiés et bien qu'un mandat d'arrêt ait été délivré contre eux. Le président du Mexique, Felipe Calderón, a déclaré publiquement en juillet 2007 qu'il allait faire justice, mais tel n'a pas encore été le cas.

Ces incidents ont lieu dans un climat de harcèlements et de dénigrement systématique des défenseurs des droits environnementaux. Le meurtre d'Aldo Zamora peut être associé à d'autres cas semblables, comme ceux de Rodolfo Montiel, Teodoro Cabrera, Felipe Arreaga et Albertano Peñaloza dans les montagnes de l'État de Guerrero, et ceux des environnementalistes du peuple autochtone tarahumara, Isidro Baldenegro et Hermenegildo Rivas, dans l'État de Chihuahua.

Le Centre pour les droits de l'homme Miguel Agustín Pro Juárez, de la ville de Mexico (Centro Prodh) a travaillé avec Ildefonso et la population de San Juan Atzingo à la défense légale et la sensibilisation du public, et à l'organisation d'ateliers de formation. En juin 2007, Centro Prodh et Greenpeace Mexique ont adressé à la Commission interaméricaine des droits de l'homme une demande de mesures de précaution pour la protection de la vie et de l'intégrité physique des membres de la communauté victimes de menaces. D'autre part, Centro Prodh a souligné la situation de la population de San Juan Atzingo dans un rapport sur les défenseurs des droits de l'homme envoyé en janvier 2008 au représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies.

Le fait qu'en faisant campagne pour protéger l'environnement on puisse mettre sa vie en danger montre qu'il faudrait exiger avec plus de force aux autorités locales de rendre des comptes sur leur implication dans ces délits. Ildfonso Zamora et sa communauté portent encore le deuil d'Aldo Zamora et attendent toujours justice.

Vous trouverez davantage d'information sur cette affaire, ainsi que les adresses des autorités auxquelles on peut envoyer des lettres, sur : <http://centroprodh.org.mx/english/>. Veuillez visiter aussi le site de Greenpeace Mexique : <http://www.greenpeace.org/mexico/press/releases/caso-aldo-zamora-seis-meses-d> ou adresser un message à internacional3@centroprodh.org.mx.